

tible qu'il destine à des pays pourtant amis et dignes de confiance; il se rapproche bien davantage de l'exception mercantile qu'admet sa politique d'exportation d'armes et de fournitures militaires.

Il s'ensuit qu'il est très difficile de dégager une ligne de pensée cohérente au regard des prises de position du Canada dans ces trois domaines connexes, sauf peut-être qu'au fil des ans les représentants canadiens ont rivalisé de déclarations toujours pétries d'une morale qui confinait parfois au pharisaïsme.

### **Le cas de l'Afrique australe**

Lorsque les perspectives de profits ne sont guère séduisantes, l'application de la première de ces trois positions nationales peut être poussée à l'extrême. Le premier exemple est celui de l'Afrique australe. Ce n'est pas le fruit des efforts conjugués de la Grande-Bretagne et des États-Unis – le premier ministre Ian Smith a tenu tête à bien d'autres offensives diplomatiques – si une certaine modération semble caractériser depuis peu le régime rhodésien, mais bien plutôt parce que les attaques armées des factions de la guérilla noire font maintenant peser sur le pays une véritable menace.

Les personnalités et les tendances politiques de certains des dirigeants rebelles soulèvent peut-être des doutes sur leur compte, mais il reste qu'historiquement, la liberté personnelle et les droits politiques ont habituellement été conquis de haute lutte. Les pays comme le Canada et quelques anciennes colonies britanniques font ici figure d'exceptions privilégiées. Et encore, la dévolution quasi pacifique des pouvoirs aux colonies et son aboutissement au démantèlement de l'Empire sans grande résistance de la part de la métropole ont dans bien des cas engendré l'instabilité politique et la violence. La route qui mène à la liberté est généralement semée d'embûches: l'histoire en fournit maints exemples.

Le Canada applique rigidement à l'Afrique australe sa politique de non-vente d'armes aux régions agitées, mais il offre sa sympathie, son soutien moral et une certaine aide non militaire aux guérilleros. Si c'était là le résultat de décisions précises fondées sur une analyse rigoureuse de la politique qui se joue en Afrique australe, aucun gouvernement n'aurait de mal à défendre une telle position. Il semble cependant qu'il s'agisse de l'application d'une politique générale qui ne s'arrête pas beaucoup au caractère spécifique de la situation et qui, outre la satisfaction morale qu'elle peut procurer au gouvernement du Canada, entraîne deux autres conséquences.

L'une d'elles s'est imposée à l'évidence l'automne dernier lors de la réunion de l'Association parlementaire du Commonwealth à Ottawa. Même les modérés parmi les membres de couleur du Commonwealth ont montré par leurs déclarations qu'ils ne croyaient pas au succès des efforts diplomatiques visant à régler par la modération

le problème rhodésien, que la diplomatie britannique et américaine (à laquelle le Canada souscrit) était à leurs yeux très hypocrite et que les adversaires de M. Smith devaient aller chercher l'aide militaire là où ils pouvaient la trouver. Certains porte-parole ont d'ailleurs été très précis sur ce dernier point, allant même jusqu'à dire qu'il ne fallait pas hésiter à obtenir de l'aide de l'Union soviétique, de la Chine et des pays producteurs d'armes de l'Europe de l'Est. L'URSS et la Chine sont à l'heure actuelle les principaux fournisseurs d'armes des forces rebelles.

Les politiques sont rarement appliquées en vase clos. Ainsi, par leurs seules interventions précédentes, on voit bien que les deux grands armuriers de la révolte noire en Afrique australe cherchent à accroître leur influence dans la région. Il reste alors à savoir si les nations occidentales ont vraiment intérêt à voir la Chine ou l'Union soviétique exercer un ascendant ou du moins une certaine emprise sur l'Afrique australe. Certes, la détente existe, mais elle n'a pas évolué au point de laisser indifférent quiconque assiste à l'expansion du monde communiste.

C'est là qu'il faut se demander simplement si nous et nos principaux alliés serons heureux si l'Afrique australe en fin de compte bascule pour une bonne part dans la sphère d'influence des deux grandes puissances communistes, même si elles sont en conflit l'une avec l'autre. Dans la négative, une deuxième question se pose: les décisions prises en politique étrangère doivent-elles servir les intérêts à long terme d'un pays ou plutôt obéir à un sentiment de satisfaction morale? Il y a gros à parier que le Canada ne s'est pas attardé sérieusement à ces questions, même si, dans l'esprit de la révision effectuée il y a quelques années, sa politique extérieure devait obéir avant tout au plus pur intérêt du pays.

### **Les arsenaux nucléaires**

Quant à la deuxième contradiction des politiques canadiennes, le problème s'aggrave du fait que la puissance des armes nucléaires est terrible et les risques d'irradiation de certains déchets nucléaires élevés. Inévitablement, cette situation a engendré des réactions qui, devenues monnaie courante dans le monde, ont maintenant tendance à jeter un voile sur deux faits d'histoire et sur un troisième d'actualité. L'histoire nous apprend que les arsenaux atomiques n'ont une valeur militaire pratique que pendant une très brève période de monopole. C'est pendant cette brève période qu'a été utilisé l'arsenal américain, à la constitution duquel le Canada a participé dès le début. Aucun autre usage militaire direct n'a été fait des énormes réserves d'armes nucléaires qui se sont constituées depuis de par le monde. Si les deux superpuissances ont néanmoins consenti un effort d'armement aussi colossal, c'est tout simplement pour maintenir entre leurs arsenaux respectifs un équilibre qui vise à les neutraliser l'un l'autre. Les